

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 4 du 29 janvier 2015

TEXTE SIGNALE

ACCORD

général relatif aux règles de sécurité à appliquer dans les échanges d'informations protégées entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Hellénique.

Du 8 mars 1977

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES.

ACCORD général relatif aux règles de sécurité à appliquer dans les échanges d'informations protégées entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Hellénique.

Du 8 mars 1977

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 101-1.1.8

Référence de publication : (www.basedoc.diplomatie.gouv.fr) ; signalé au BOC 4/2015.

ACCORD GENERAL

relatif aux règles de sécurité à appliquer dans
les échanges d'informations protégées
entre le Gouvernement de la République Française
et le Gouvernement de la République Hellénique

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Hellénique, désireux l'un et l'autre d'assurer la protection des informations protégées qui sont échangées entre les autorités compétentes des deux Etats, ou fournies dans le cadre d'ordres ou de commandes d'Etat à des établissements privés ou publics français ou grecs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Les deux Gouvernements prennent, dans le cadre de la législation nationale de leur pays, toutes les mesures propres à protéger les informations à caractère secret communiquées oralement ou par écrit en application du présent accord de sécurité ou produites pendant l'exécution des contrats ou sous-contrats passés en vertu d'accords particuliers et comportant utilisation d'informations protégées. Ces données recevront la même protection que les données nationales de classe équivalente.

Le présent accord constitue avec le protocole visé à l'article 3 le règlement de sécurité commun aux différents accords

..!..

comportant communication d'informations protégées qui pourraient être conclus entre les autorités nationales compétentes des deux pays ou entre les établissements habilités à cet effet.

Les accords visés ci-dessus par le présent accord, ne donnent pas le droit à l'un des Gouvernements de recevoir ipso facto des informations communiquées à l'autre Gouvernement par une tierce puissance.

Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'à des fins touchant l'application de ces accords.

Il faut entendre par information, toute connaissance, sous quelque forme qu'elle soit exprimée, documents, matériels, inventions, procédés, renseignements etc...

Les droits de propriété sur ces informations y compris ceux de propriété industrielle, doivent être respectés et ne peuvent être transmis à une tierce partie, sans l'approbation du Gouvernement d'origine.

Article 2

La protection que les deux Gouvernements s'engagent à assurer par le présent accord, s'étend également à l'ensemble des informations protégées, communiquées ou produites pendant la durée de chacun des accords de coopération concernés, y compris celle des contrats et sous-contrats passés en vertu de ces accords.

Article 3

Les détails relatifs à l'organisation générale de la sécurité, à la protection des informations et des personnes ainsi qu'à l'organisation de la sécurité industrielle liés aux

.../...

échanges d'informations visés au présent accord, sont réglés par un protocole particulier signé entre les autorités compétentes des deux pays.

Les autorités chargées de la sécurité dans le cadre de cette collaboration sont :

- pour la France : Le Secrétaire Général de la Défense Nationale
- pour la Grèce : Le Haut Commandement des Forces Armées

Article 4

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Chaque Gouvernement peut, à tout moment, demander une révision du présent accord.

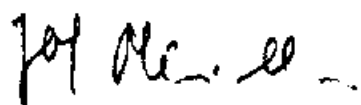
Chaque Gouvernement peut, d'autre part, dénoncer le présent accord avec un préavis de six mois. Dans ce cas, les informations protégées communiquées aux termes du présent accord, continueront à être traitées conformément aux dispositions qui y sont prévues.

Fait à Athènes le 8 mars 1977

en quatre exemplaires, dont deux en langue française et deux en langue grecque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Français

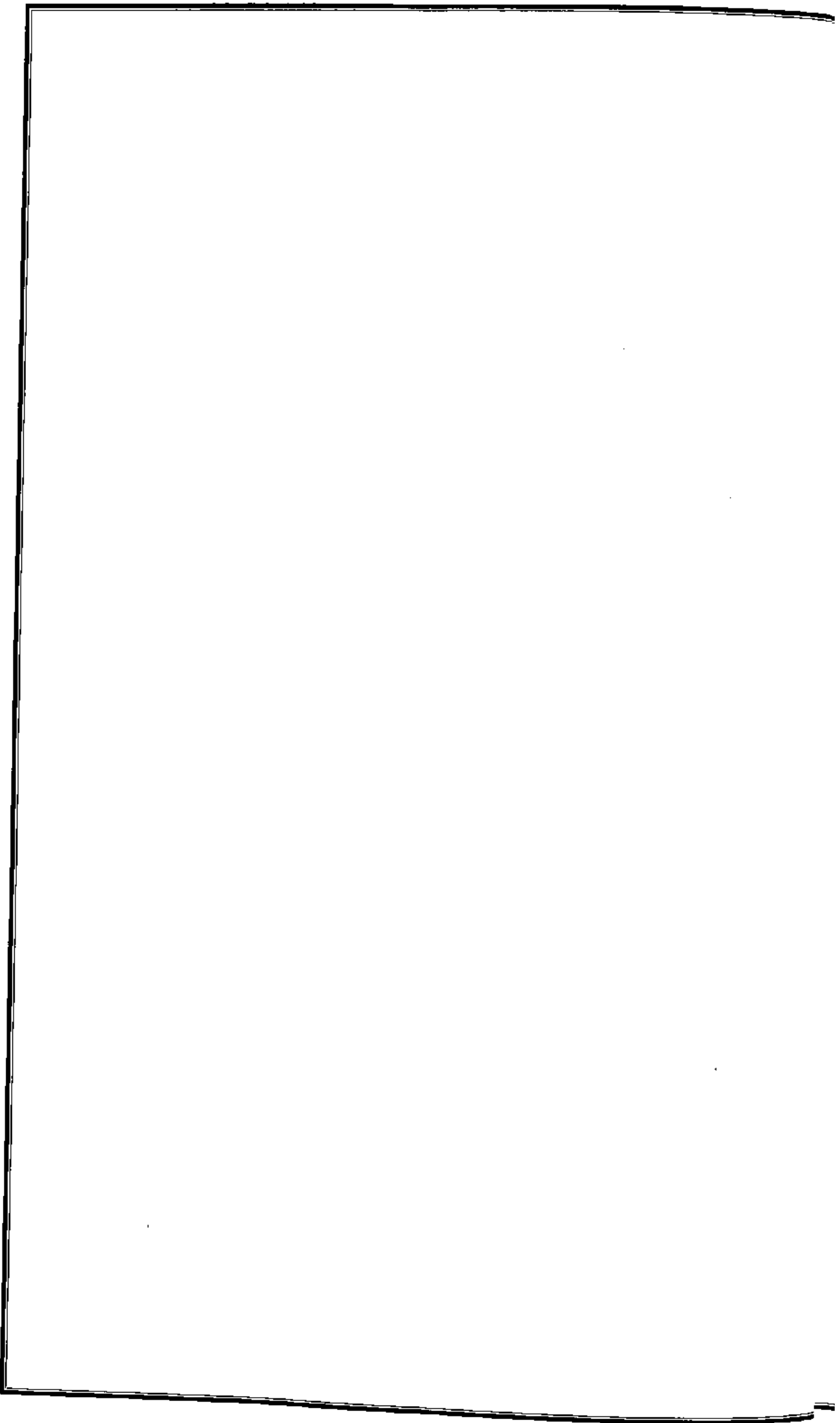
Pour le Gouvernement Hellénique



JEAN-MARIE MERILLON
Ambassadeur de France



D.S. BITSIOS
Ministre des Affaires Etrangères



PROTOCOLE
à l'accord général relatif aux
règles de sécurité à appliquer
dans les échanges d'informations protégées
entre le Gouvernement de la République Française et
le Gouvernement de la République Hellénique

Le présent protocole établit le règlement particulier de sécurité visé à l'article 3 de l'accord général relatif aux règles de sécurité à appliquer dans les échanges d'informations protégées, conclu entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Hellénique.

Article 1er

Les deux parties, ayant pris connaissance des mesures de sécurité prescrites par leur réglementation nationale et notamment des mesures de protection prévues par les différentes classifications ou mentions de protection, ont décidé d'adopter en commun le tableau d'équivalence des mentions de protection indiquées ci-après et d'attribuer aux informations fournies par l'une des parties à l'autre la protection requise en tenant compte de ce tableau :

Classifications (Secret de Défense Nationale)	FRANCE - SECRET DEFENSE	GRECE - (AKROS APORRITON (APORRITON
Mentions de protection (Discretion profession- nelle)	- CONFIDENTIEL DEFENSE - DIFFUSION RESTREINTE	- EMPISTEFTIKON - PERIORISMENIS CHRISSEOS

Si un document portant une des mentions de protection indiquées ci-dessus est reproduit ou traduit, les marques de sécurité

.../...

sont apposées sur les reproductions ou traductions qui doivent recevoir la même mention de protection que le document d'origine.

Article 2

Chaque fois qu'il est nécessaire de définir les éléments à protéger, les accords comportent une annexe de sécurité se référant au présent protocole.

Cette annexe de sécurité peut être complétée en cours d'exécution des accords ou modifiée :

- lors de la découverte ou de la production d'informations que l'une des parties contractantes estime devoir être protégées,
- lorsque l'Etat qui en est à l'origine signifie qu'une information a perdu son caractère secret et n'a plus à bénéficier d'une protection particulière au sens du dernier alinéa de l'article 1er.

Article 3

En vue d'assurer la sécurité des informations protégées, les autorités chargées de l'exécution de l'accord assument, sur leur territoire national, l'application des prescriptions du présent protocole de sécurité en matière :

- d'agrément des établissements associés à l'exécution des accords de coopération,
- de décision individuelle concernant l'habilitation des personnes ayant à connaître des informations protégées,
- de définition des mesures matérielles de protection à prendre ainsi que le contrôle de leur application et de leur efficacité, notamment dans les établissements associés à l'exécution des accords.

Par établissement associé on entend tout organisme étranger à l'Administration et aux Forces Armées.

.../...

Article 4

Aucun établissement ne peut être associé à l'exécution des accords de coopération, par contrat, convention ou marché concernant directement ou indirectement l'un des éléments protégés, sans agrément préalable par l'autorité chargée de l'exécution des accords.

L'agrément est aussi nécessaire pour participer aux études préparatoires à la passation de ces contrats, conventions ou marchés. Il est également exigé pour les éventuels sous-traitants ayant à recevoir communication ou à produire une information protégée figurant dans les annexes ou clauses de sécurité.

L'agrément est accordé après enquête sur la capacité technique et sur les conditions de sécurité. En particulier, l'aptitude matérielle des établissements à appliquer les prescriptions relatives à la sécurité des informations protégées doit être contrôlée sur place. Ces prescriptions font l'objet de textes officiels communiqués aux intéressés par l'Autorité chargée de l'exécution de l'accord. Les responsabilités individuelles et celles des établissements en matière de protection du secret, ainsi que les sanctions encourues en cas d'infraction y sont nettement définies.

Article 5

Aucune personne ne peut prendre connaissance d'une information protégée, si elle ne satisfait à la double condition ci-après :

- avoir, de par ses fonctions ou son emploi, le besoin d'en connaître,
- y être autorisée par une décision de l'Autorité chargée de l'exécution de l'accord, prise après mise en oeuvre de la procédure nationale d'habilitation et en fonction de ses résultats.

Les procédures d'habilitation des personnes, en vigueur dans chaque pays contractant, sont communiquées à l'autre partie.

Article 6

Les éléments sensibles communiqués ainsi que les

.../...

informations s'y rapportant fournies ou produites au titre des accords sont protégés en permanence contre tout accès non autorisé, conformément aux principes énoncés ci-dessus.

La nature et l'étendue des mesures matérielles à prendre sont définies par les règlements nationaux de sécurité, compte tenu du tableau d'équivalence figurant à l'article 1er ci-dessus, et des prescriptions particulières arrêtées dans les annexes de sécurité établies pour l'application des accords.

Les organismes nationaux compétents contrôlent l'application et l'efficacité de ces mesures matérielles lors de leur mise en oeuvre et au moins une fois par an pendant toute la durée des accords. Ils précisent sur place les adaptations pratiques nécessaires répondant aux caractéristiques des locaux, de la zone de sécurité et de la protection d'ensemble des divers établissements où sont entreposées, produites ou étudiées les informations protégées.

En cas de disparition de document ou de matériel protégé, reçu au titre d'un accord de coopération, ou de compromission présumée, chaque partie doit informer le Gouvernement d'origine qui reçoit également communication des résultats de l'enquête administrative aussitôt ordonnée en vue d'établir les circonstances de la disparition et les possibilités de compromission.

Article 7

Le transport de documents protégés ainsi que l'acheminement par moyens de télécommunication des informations protégées sont effectués par voie diplomatique ou militaire.

L'emploi de ces derniers moyens fait éventuellement l'objet de dispositions spéciales figurant dans les annexes de sécurité.

En cas d'urgence nettement caractérisée,

.../...

L'accompagnement des documents entre la France et la Grèce peut être exceptionnellement confié à une personne habilitée représentant un établissement associé à l'exécution de l'accord, sous réserve que cette personne soit munie d'une autorisation particulière, délivrée à cet effet par l'Autorité chargée de l'exécution de l'accord, et dûment instruite des devoirs qui lui incombent.

Cette procédure doit rester exceptionnelle ; elle ne peut être autorisée que lorsque l'acheminement des documents par la voie diplomatique ou militaire provoquera des retards incompatibles avec les détails d'exécution des programmes.

Article 8

Tout transport de matériel protégé est soumis à l'accord des Autorités nationales intéressées aussi bien sur le principe que sur les dates, les moyens mis en oeuvre et les modalités d'exécution.

Il appartient à l'expéditeur d'un matériel protégé, de faire connaître en temps voulu son intention de transport pour obtenir les autorisations nécessaires des Autorités Nationales concernées.

Le personnel assurant le transport et le convoyage doit avoir préalablement fait l'objet d'une enquête de sécurité et être muni, si nécessaire, d'une autorisation et d'instructions écrites.

Au cas où des transports périodiques sont organisés, les lieux de passage des frontières sont déterminés d'un commun accord entre les deux parties intéressées, ainsi que toutes mesures destinées à assurer des conditions de sécurité suffisantes au cours d'éventuelles opérations de transit et de dédouanement.

Chaque autorité contractante définit les itinéraires à emprunter sur son territoire national.

Article 9

Les autorisations de visite dans les établissements

.. / ..

associés à l'exécution d'un accord de coopération ne sont délivrées que par les autorités ayant reçu délégation à cet effet par l'Autorité chargée de la sécurité dans le cadre de l'accord.

Pour les visites des parties de l'établissement où ne sont détenues ou élaborées que des informations non protégées, les circuits à emprunter par les visiteurs ainsi que la liste des sujets pouvant être abordés sont définis à l'avance par l'Autorité Nationale compétente.

Pour les visites de zones réservées, l'autorisation de visite ne peut être accordée qu'aux nationaux des parties contractantes titulaires d'un certificat de sécurité dont le niveau est au moins égal au plus haut degré de protection des informations élaborées ou entreposées dans la zone de visite.

L'autorisation de visite n'est valable que pour une date ou une période déterminée ; elle fixe limitativement les informations protégées pouvant être communiquées.

Les déplacements des visiteurs à l'intérieur de l'établissement sont strictement contrôlés, en vue, notamment de les empêcher d'emporter des matériels ou documents, ou de prendre des photographies d'enregistrer sur magnétophone des discussions relatives aux informations protégées, à moins d'autorisation préalable de l'autorité compétente, motivée par des nécessités d'exécution du programme.

Dans tout secteur d'une zone réservée où sont entreposées des informations protégées les visites de ressortissants de nations autres que les deux parties contractantes, ne peuvent être autorisées qu'avec l'accord préalable de la partie ayant fourni ces informations.

Les visites d'une durée supérieure à deux jours sont appelées stages.

Ils ne peuvent être envisagés que pour des motifs exceptionnels lorsqu'ils comportent accès à une zone réservée.

.../...

L'ensemble des dispositions relatives aux visites leur est applicable.

Article 10

La réglementation générale décrite à l'article 9 et concernant les visites et stages s'applique intégralement aux représentants de la presse écrite, parlée ou radiotélévisée.

Toute communication à la presse, relative aux accords de coopération, doit être limitée aux informations non protégées. En outre, le texte d'une communication à la presse doit recueillir l'approbation préalable des parties contractantes.

Article 11

Les inspections et contrôles relatifs à la mise en oeuvre et à l'efficacité des mesures prises pour assurer la sécurité des informations protégées et communiquées à l'autre partie contractante sont effectués par les services compétents de l'Etat où est situé l'établissement intéressé.

Un délégué de l'autre partie peut participer à l'inspection ou au contrôle et à cette fin, les inspections doivent être annoncées au moins 20 jours à l'avance aux autorités de la Partie ayant fourni les informations protégées.

Les remarques et informations éventuelles sont faites à l'autorité compétente de l'Etat où se trouve l'établissement intéressé. Cette autorité est chargée de donner suite à ces remarques.

Les frais entraînés par ces inspections sont à la charge du Gouvernement qui les ordonne.

Article 12

Le présent protocole entrera en vigueur à la date de sa signature.

..!..

Il est conclu pour une période de cinq ans et se renouvellera par tacite reconduction et par période de deux ans, chaque Partie ayant la faculté de le dénoncer moyennant un préavis minimum de six mois avant l'expiration de chaque terme. Dans ce cas, les informations protégées communiquées aux termes du présent protocole, continueront à être traitées conformément aux dispositions qui y sont prévues.

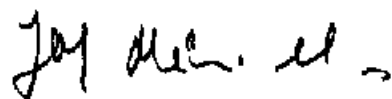
EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Athènes , le 8 mars 1977

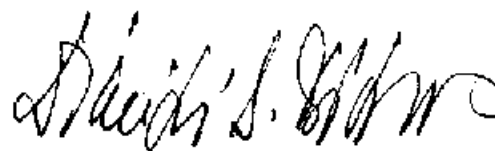
en quatre exemplaires, dont deux en langue française et deux en langue grecque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Français

Pour le Gouvernement Hellénique



JEAN-MARIE MERILLON
Ambassadeur de France



D.S. BITSIOS
Ministre des Affaires Etrangères

ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Αναφερομένη εις τούς κανόνες ασφαλείας τούς εφαρμοστέους εις την ανταλλαγήν πληροφοριών απορρήτου φύσεως μεταξύ της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καί ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας ἐπιθυμοῦσαι ἀμφότεραι νά ἐξασφαλίσουν τήν προστασίαν πληροφοριῶν ἀπορρήτου φύσεως αἱ ὁποῖαι ἀνταλλάσσονται ὑπό τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Κρατῶν ἢ παρέχονται ἐν τῷ πλαισίῳ κρατικῶν ἐντολῶν ἢ παραγγελιῶν πρὸς Γαλλικοὺς ἢ Ἑλληνικοὺς φορεῖς, δημοσίους ἢ ἰδιωτικοὺς, συνομολογοῦν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον 1ον

Αἱ δύο Κυβερνήσεις, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῶν χωρῶν των, λαμβάνουν ἅπαντα τὰ ἐνδεδειγμένα μέτρα διὰ τήν προστασίαν τῶν πληροφοριῶν ἀπορρήτου φύσεως αἱ ὁποῖαι μεταβιβάζονται προφορικῶς ἢ γραπτῶς ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς παρούσης συμφωνίας ασφαλείας ἢ παράγονται κατὰ τήν ἐκτέλεσιν συμβάσεων ἢ ὑποσυμβάσεων αἱ ὁποῖαι ἐγκρίνονται ἐπὶ τῇ βάσει ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν καί περιλαμβάνουν τήν χρησιμοποίησιν πληροφοριῶν ἀπορρήτου φύσεως. Τὰ στοιχεῖα ταῦτα τυγχάνουν τῆς αὐτῆς προστασίας ὡς τὰ ἐθνικά στοιχεῖα ἰσοδυνάμου ἀπορρήτου φύσεως.

Ἡ παρούσα συμφωνία ἀποτελεῖ μετὰ τοῦ πρωτοκόλλου τοῦ ἀναφερομένου εἰς τό ἄρθρον 3 τόν κοινόν κανονισμόν ασφαλείας διὰ τῆς ποικίλης συμφωνίας αἱ ὁποῖαι συνεπάγονται μεταβίβασιν πληροφοριῶν ἀπορρήτου φύσεως αἱ ὁποῖαι εἶναι δυνατόν νά συναφθοῦν μεταξύ τῶν ἀρμοδίων ἐθνικῶν ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν ἢ μεταξύ τῶν πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένων φορέων.

Αι άνωτέρω άναφερόμεναι συμφωνίαι επί τη βάσει της παρούσης συμφωνίας δέν παρέχουν τό δικαίωμα είς μίαν τών Κυβερνήσεων νά λαμβάνη άυτοδικαίως πληροφορίας διαβιβαζόμενας είς τήν έτέραν τών Κυβερνήσεων ύπό τρίτης τινος δυνάμεως.

Αι άνταλλασσόμεναι πληροφορίες δέν δύνανται νά χρησιμοποιούνται εί μή μόνον διά σκοπούς άπτομένους της έφαρμογής τών συμφωνιών τούτων.

Διά τοϋ όρου πληροφορίες πρέπει νά έννοοϋνται αι πάσης φύσεως γνώσεις ύπό οίανδήποτε μορφήν και άν έκφράζονται, όπως έγγραφα, ύλικόν, έφευρέσεις, μέθοδοι, στρατιωτικά πληροφορία, κλπ..

Τά δικαιώματα ιδιοκτησίας επί τών πληροφοριών τούτων, είς α περιλαμβάνονται και τά δικαιώματα βιομηχανικής ιδιοκτησίας δέον νά είναι σεβαστά και δέν δύνανται νά μεταβιβάζονται πρός τρίτους άνευ της έγκρίσεως της Κυβερνήσεως έξ ης προέρχονται.

Άρθρον 2ον

Ή προστασία τήν όποιαν αι δύο Κυβερνήσεις άναλαμβάνουν νά έξασφαλίζουν διά της παρούσης συμφωνίας έκτείνεται έξ ίσου επί τοϋ συνόλου τών πληροφοριών άπορρήτου φύσεως αι όποϊαι μεταβιβάζονται ή παράγονται κατά τήν διάρκειαν έκάστης τών σχετικών συμφωνιών συνεργασίας είς ας περιλαμβάνονται και αι άναφερόμεναι είς συμβάσεις ή ύποσυμβάσεις συνομολογούμεναι δυνάμει τών συμφωνιών τούτων.

Άρθρον 3ον

Αι λεπτομέρειαι αι σχετικαί μέ τήν γενικήν όργάνωσιν της άσφαλείας, τήν προστασίαν πληροφοριών και προσώπων ως και τήν όργάνωσιν της βιομηχανικής άσφαλείας αι όποϊαι συνδέονται μέ τήν άνταλλαγήν τών πληροφοριών αι όποϊαι άναφέρονται είς τήν παρούσαν συμφωνίαν, διέπονται ύπό ιδιαιτέρου πρωτοκόλλου ύπογραφομένου ύπό τών άρμοδίων αρχών τών δύο χωρών.

Αι άρμόδιαι κυβερνητικαί Άρχαί άσφαλείας έν τῷ πλαισίῳ της συνεργασίας ταύτης είναι:

- διά μέν τήν Γαλλίαν: Ό Γενικός Γραμματεϋς Έθνικής Άμύνης

- δια δέ τήν Ἑλλάδα: Τό Ἀρχηγεῖον Ἐνόπλων Δυνάμεων.

Ἄρθρον 4ον

Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τήν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἐκάστη τῶν Κυβερνήσεων δύναται ἀνά πάσαν στιγμήν νά ζητήσῃ ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἐκάστη τῶν Κυβερνήσεων δύναται ἐξ ἄλλου νά καταγγείλῃ τήν παροῦσαν συμφωνίαν μέ προειδοποίησιν ἕξ μηνῶν. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν, αἱ πληροφορίες ἀπορρήτου φύσεως αἱ ὁποῖαι ἔχουν μεταβιβασθῆ δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας θά ἐξακολουθήσουν νά τυγχάνουν χειρισμοῦ συνεποῦς πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8ῃ Μαρτίου 1977

Συνετάγη εἰς τέσσαρα ἀντίτυπα ἐκ τῶν ὁποίων δύο εἰς τήν Γαλλικὴν καὶ δύο εἰς τήν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρω δέ τὰ κείμενα ἔχουν τήν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τήν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν



JEAN-MARIE MERILLON

Πρέσβυς

Διὰ τήν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν



Α.Σ. ΜΠΙΤΕΙΟΣ

Ἰπουργὸς Ἐξωτερικῶν

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν γενικὴν συμφωνίαν τὴν ἀναφερομένην εἰς τοὺς κανόνας ἀσφαλείας τοὺς ἐφαρμοστέους εἰς τὰς ἀνταλλαγὰς προστατευομένων πληροφοριῶν μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον καθιερῶν τὸν ἰδιαίτερον κανονισμόν ἀσφαλείας τὸν ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς γενικῆς συμφωνίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τοὺς κανόνας ἀσφαλείας κατὰ τὴν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν ἀπορρήτου φύσεως τῆς συναφθείσης μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

Ἄρθρον 1ον

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη λαβόντα γνῶσιν τῶν μέτρων ἀσφαλείας τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν κανονισμῶν των καί, ἰδίως, τῶν μέτρων προστασίας τῶν προβλεπομένων ἀπὸ τὰς ποικίλας διαβαθμίσεις ἀσφαλείας ἢ τοὺς χαρακτηρισμοὺς προστασίας, ἀποφασίζουσι νὰ υἱοθετήσουν ἀπὸ κοινοῦ τὸν πῖνακα ἀντιστοιχίας τῶν προαναφερομένων χαρακτηρισμῶν προστασίας καὶ ὅπως παρέχουν εἰς τὰς πληροφορίες τὰς χορηγουμένας ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν πρὸς τὸ ἕτερον τὴν ἀπαιτούμενην προστασίαν, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ κάτωθι πίνακος:

	<u>ΓΑΛΛΙΑ</u>	<u>ΕΛΛΑΣ</u>
Διαβαθμίσεις Ἄσφαλείας (Ἄπορρητον Ἑθνικῆς Ἀμύνης)	ΑΠΟΡΡΗΤΟΝ ΑΜΥΝΗΣ	ΑΚΡΩΣ ΑΠΟΡΡΗΤΟΝ ΑΠΟΡΡΗΤΟΝ
Χαρακτηρισμοὶ προστασίας (Ἑπαγγελματικόν Ἄπορρητον)	ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟΝ ΑΜΥΝΗΣ	ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟΝ ΠΕΡΙΩΡΙΣΜΕΝΗΣ ΧΡΗΣΕΩΣ

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἀναπαράγεται ἢ μεταφράζεται ἔγγραφο φέρον μίαν ἐκ τῶν ἀνωτέρω ἀναγεγραμμένων ἐνδείξεων προστασίας, αἱ ἐνδείξεις ἀσφαλείας τοποθετοῦνται ἐπὶ τῶν ἀντιγράφων ἢ τῶν μεταφράσεων αἱ ὁποῖαι καὶ δεόν νὰ λαμβάνουν τὸν αὐτὸν χαρακτηρισμὸν προστασίας ὡς τὸ ἀρχικόν ἔγγραφο.

./..

Άρθρον 2ον

Όσάκις χρειάζεται να ορισθούν τὰ στοιχεῖα χρήζοντα προστασίας, αἱ συμφωνίαι φέρουν Παράρτημα ἀσφαλείας ἀναφερόμενον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον.

Τὸ παράρτημα τοῦτο ἀσφαλείας δύναται νὰ συμπληροῦται κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συμφωνιῶν ἢ νὰ τροποποιῆται:

- κατὰ τὴν ἀνακάλυψιν ἢ παραγωγὴν πληροφοριῶν αἱ ὁποῖαι ἐκτιμᾶται ὑπὸ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὅτι θὰ πρέπει νὰ τηροῦνται ἀπόρρητοι,

- ὁσάκις τὸ Κράτος προελεύσεως τῆς πληροφορίας γνωστοποιεῖ ὅτι πληροφορία τις ἔχει ἀπωλέσει τὸν ἀπόρρητον χαρακτῆρα της καὶ δὲν χρειάζεται ν'ἀπολαμβάνῃ ἰδιαιτέρας προστασίας κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ τελευταίου ἐδαφίου τοῦ πρώτου ἄρθρου.

Άρθρον 3ον

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς διασφάλισως τῶν προστατευομένων πληροφοριῶν, αἱ ἀρμόδιαι διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς συμφωνίας ἀρχαὶ ἀναλαμβάνουν ἐντὸς τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους των τὴν εὐθύνην τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ἀσφαλείας.

- διὰ τὴν ἐγκρισιν φορέων συνδεομένων μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν συμφωνιῶν συνεργασίας,

- διὰ μεμονωμένας ἀποφάσεις ἀφορώσας εἰς τὴν ἐξουσιοδότησιν προσώπων ὑποχρέων νὰ λαμβάνουν γνῶσιν προστατευομένων πληροφοριῶν,

- διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ληπτέων μέτρων ὑλικῆς προστασίας ὡς καὶ διὰ τὸν ἔλεγχον τῆς ἐφαρμογῆς των καὶ τῆς ἀποτελεσματικότητός των, ἰδίως ἐντὸς τῶν φορέων τῶν συνδεομένων μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συμφωνιῶν.

Διὰ τοῦ ὄρου συνδεόμενος φορεὺς ἐννοεῖται πᾶς ὀργανισμὸς ἕξενος πρὸς τὴν (κρατικὴν) Διοίκησιν καὶ τὰς Ἐνόπλους Δυνάμεις.

Άρθρον 4ον

Οὐδεὶς φορεὺς δύναται νὰ συνδεθῇ μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν

./...

συμφωνιών συνεργασίας διά συμβολαίου (CONTRAT), συμβάσεως (CONVENTION) ή αγοράς (MARCHE) άφορώσης άμέσως ή έμμέσως είς άπόρρητα τινά στοιχεία άνευ προτέρας έγκρίσεως έκ μέρους τής ύπευθύνου Κυβερνητικής Άρχής διά τήν έφαρμογήν τών συμφωνιών.

Ή έγκρισις είναι επίσης άναγκαία διά τήν συμμετοχήν είς τās προκαταρκτικές μελέτας διά τήν ύπογραφήν τοιούτων συμβολαίων, συμβάσεων ή συμφωνιών. Αύτη είναι επίσης άναγκαία διά τούς ένδεχομένους ύπεργολάβους οι όποιοι θά πρέπει νά λαμβάνουν γνώσιν ή νά παράγουν προστατευομένην πληροφορίαν άναφερομένην είς τά παρατήματα ή τās ρήτρας άσφαλείας.

Ή έγκρισις παρέχεται κατόπιν έξετάσεως τών τεχνικών δυνατοτήτων και τών συνθηκών άσφαλείας. Είδικώτερον, ή ύλική καταλληλότης τών φορέων διά τήν έφαρμογήν τών διατάξεων τών σχετικών μέ τήν άσφάλειαν τών προστατευομένων πληροφοριών δέον νά έλέγχωνται επί τόπου. Αί διατάξεις αύται άποτελοϋν τό αντικείμενον έπισήμων κειμένων γνωστοποιουμένων είς τούς ένδιαφερομένους ύπό τής Κρατικής Άρχής τής έπιφορτισμένης μέ τήν έκτέλεσιν τής συμφωνίας. Αί άτομικά έϋθϋνα ως και έκείναι τών φορέων σχετικώς μέ τήν προστασίαν τοϋ άπορρήτου ως και αί συνεπαγόμεναι κυρώσεις είς περίπτωσην παραβιάσεως όρίζονται σαφώς είς ταϋτα.

Άρθρον 5ον

Οϋδείς δύναται νά λαμβάνη γνώσιν προστατευομένης πληροφορίας έκτός εάν ικανοποιή τήν διττήν προϋπόθεσιν, ως κατωτέρω:

- νά έχη, ως έκ τής εργασίας του ή τής θέσεώς του, τήν άνάγκην νά τās γνωρίζη.

- νά έχη έξουσιοδοτηθή δι' άποφάσεως τής Άρχής τής άρμοδίας διά τήν έκτέλεσιν τής συμφωνίας λαμβανομένης μετά τήν έφαρμογήν τής έθνικής διαδικασίας έξουσιοδοτήσεως και συναρτήσει τών άποτελεσμάτων της.

Αί ίσχύουσαι διατυπώσεις έξουσιοδοτήσεως τών άτόμων είς εκάστην τών συμβαλλομένων χωρών διαβιβάζονται προς τήν έτέραν.

Άρθρον 6ον

Τά γνωστοποιούμενα (άπόρρητα) στοιχεία ως και αί είς ταϋτα άναφερόμεναι πληροφορίαί χορηγούμεναι ή παραγόμεναι δυνά-
./....

μει τῶν συμφωνιῶν προστατεύονται διαρκῶς ἐναντι μὴ ἐξουσιοδοτημένης γνωστοποιήσεώς των, συμφώνως πρὸς τὰς ἀνωτέρω διατυπωμένας ἀρχάς.

Ἡ φύσις καὶ ἡ ἐκτασις τῶν ληπτέων μέτρων ὁρίζονται ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν κανονισμῶν ἀσφαλείας, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ πίνακος ἀντιστοιχίας ὅστις ἐμφαίνεται εἰς τὸ ἀρθρον 1 ἀνωτέρω ὡς καὶ ὑπὸ τῶν ἰδιαιτέρων ἐπιταγῶν αἱ ὁποῖαι καθορίζονται εἰς τὰ παραρτήματα ἀσφαλείας τὰ συντασσόμενα διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν συμφωνιῶν.

Αἱ ἀρμόδιαι ἐθνικαὶ ὀπηρεσίαι ἐλέγχουν τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τὴν ἀποτελεσματικότητά τῶν ὑλικῶν τούτων μέτρων ἀπὸ τῆς θέσεώς των ἐν ἰσχύϊ καὶ τοῦλάχιστον ἀπαξ τοῦ ἔτους καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῶν συμφωνιῶν. Αὗται προσδιορίζουν ἐπὶ τόπου τὰς ἀναγκαίας πρακτικὰς προσαρμογὰς ἀνταποκρινομένας εἰς τὰ χαρακτηριστικὰ τῶν κτιρίων, τῆς ζώνης ἀσφαλείας καὶ τῆς καθ' ὅλου προστασίας τῶν ποικίλων φορέων ἐνθα φυλλάσσονται, παράγονται ἢ μελετῶνται αἱ προστατευόμεναι πληροφορίες.

Εἰς περίπτωσιν ἐξαφανίσεως ἐγγράφου ἢ προστατευομένου ὑλικοῦ ληφθέντος δυνάμει συμφωνίας συνεργασίας ἢ ἐφ' ὅσον προκύψει ὅτι ἡ προστασία τοῦ ἀπορρήτου ἔχει καθ' οἷονδὴποτε τρόπον ἐκτεθῆ εἰς κίνδυνον, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ὀφείλει νὰ πληροφορήσῃ τὸ ἕτερον ἐξ οὗ προέρχεται ἡ πληροφορία.

Τὸ τελευταῖον τοῦτο ἐνημεροῦται ὑποχρεωτικῶς ἐπὶ τῶν ἀποτελεσμάτων τῆς διοικητικῆς ἀνακρίσεως τῆς εὐθύς προκαλουμένης διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν περιστάσεων ἐξαφανίσεως καὶ τῆς πιθανότητος ἐκθέσεως εἰς κίνδυνον (διαρροῆς).

*Ἀρθρον 7ον

Ἡ μεταφορὰ προστατευομένων ἐγγράφων ὡς καὶ ἡ ἀποστολὴ προστατευομένων πληροφοριῶν διὰ τηλεπικοινωνιακῶν μέσων διενεργεῖται διὰ διπλωματικῆς ἢ στρατιωτικῆς ὁδοῦ.

Ἡ χρησιμοποίησις τῶν τελευταίων τούτων μέσων θὰ ἀποτελέσῃ ἐνδεχομένως τὸ ἀντικείμενον εἰδικῶν διατάξεων ἀναγραφομένων εἰς τὰ παραρτήματα ἀσφαλείας.

./.....

Είς περίπτωσιν σαφώς χαρακτηριζομένην ὡς κατεπείγουσαν, ἡ συνοδεία ἐγγράφων μεταξύ Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας θά εἶναι δυνατόν νά ἀνατεθῆ κατ'ἐξαίρεσιν εἰς ἐξουσιοδοτημένον ἄτομον ἀντιπροσωπεῦον φορέα συνδεδεμένον μέ τήν ἐκτέλεσιν τῆς συμφωνίας ὑπό τόν ὅρον ὅτι τό ἐν λόγῳ ἄτομον θά εἶναι ἐφοδιασμένον δι'ἰδιαιτέρας ἐξουσιοδοτήσεως παρεχομένης πρός τοῦτο ὑπό τῆς Ἀρχῆς τῆς ἀρμοδίας διὰ τήν ἐκτέλεσιν τῆς συμφωνίας καί ὅτι θά ἔχη δεόντως κατανοήσει τά καθήκοντα τά ὅποια τοῦ ἔχουν ἀνατεθῆ.

Ἡ διαδικασία αὕτη δέον νά παραμείνη ἔκτακτος. Αὕτη δέν θά ἐγκρίνεται εἰ μή μόνον ὁσάκις ἡ ἀποστολή ἐγγράφων διὰ διπλωματικῆς ἢ στρατιωτικῆς ὁδοῦ θέλει προκαλέσει καθυστερήσεις ἀσυμβιβάστους πρός τās προθεσμίας ἐκτελέσεως τῶν προγραμμάτων.

Ἄρθρον 8ον

Πᾶσα μεταφορά προστατευομένου ὑλικοῦ ὑπόκειται εἰς τήν ἐγκρίσιν τῶν ἐνδιαφερομένων Ἐθνικῶν Ἀρχῶν τόσον ὡς πρός τήν ἀρχήν ὅσον καί πρός τās ἡμερομηνίας, τά χρησιμοποιοησόμενα μέσα καί τās διαδικασίας ἐκτελέσεως.

Εἰς τόν ἀποστέλλοντα προστατευόμενον ὑλικόν ἐναπόκειται νά γνωστοποιήσῃ ἐν καιρῷ τῇ δέοντι τήν πρόθεσιν τοῦ ἐκτελέσεως μεταφορᾶς διὰ νά λάβῃ τās ἀπαραιτήτους ἐξουσιοδοτήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων Ἐθνικῶν Ἀρχῶν.

Τό ἐκτελοῦν τήν μεταφοράν καί συνοδείαν προσωπικόν θά πρέπει προηγουμένως νά ἔχη ἀποτελέσει τό ἀντικείμενον ἐρεύνης ἀσφαλείας καί νά ἔχη ἐφοδιασθῆ, ἐφ'ὅσον χρειάζεται, διὰ γραπτῆς ἐξουσιοδοτήσεως καί ὁδηγιῶν.

Εἰς περίπτωσιν καθ'ἣν ὀργανοῦνται περιοδικῆς φύσεως μεταφοραί, τά σημεῖα διελεύσεως τῶν συνόρων καθορίζονται κοινῇ συναινέσει μεταξύ τῶν δύο ἐνδιαφερομένων μερῶν ὁμοῦ μεθ'ἄλων τῶν μέτρων τῶν προοριζομένων νά ἐξασφαλίσουν ἐπαρκεῖς συνθήκας ἀσφαλείας κατά τήν διάρκειαν ἐνδεχομένων ἐνεργειῶν διελεύσεως καί ἐκτελωνισμού.

Ἐκάστη συμβαλλομένη Ἀρχή καθορίζει τά ἀκολουθητέα δρομολόγια ἐπί τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς.

./.....

*Άρθρον 9ον

Αι άδειαι έπισκέψεως έντός φορέων συνδεομένων με τήν εκτέλεσιν συμφωνίας συνεργασίας εκδίδονται μόνον υπό τών άρχών αι όποϊαι έχουσι λάβει τήν πρόσ τοϋτο έξουσιοδότησιν υπό τής άρχής τής έπιφορτισμένης με τήν ασφάλειαν έν τφ πλαισίω τής συμφωνίας.

Διά τας έπισκέψεις τμημάτων τοϋ φορέως ένθα δέν τηροϋνται οϋδέ τυγχάνουσι έπεξεργασίας παρά μόνον μή προστατευόμεναι πληροφορία, αι πραγματοποιησόμεναι διαδρομαί τών έπισκεπτών ως και ο πίναξ τών θεμάτων τά όποϊα θά εϊναι δυνατόν νά συζητηθοϋν καθορίζονται εκ τών προτέρων υπό τής άρμοδίας έθνικής άρχής.

Διά τήν έπίσκεψιν άπηγορευμένων περιοχών, η άδεια έπισκέψεως δέν χορηγεϊται ει μη μόνον εις πολίτας τών συμβαλλομένων μερών κατόχους πιστοποιητικού ασφαλείας, τό επίπεδον τοϋ όποϊου νά εϊναι τούλάχιστον βαθμοϋ ίσου τοϋ άνωτέρου βαθμοϋ προστασίας τών πληροφοριών αι όποϊαι τυγχάνουσι έπεξεργασίας η φυλλάσσονται έντός όλων τών φορέων τοϋ φορέως.

Η άδεια έπισκέψεως ίσχύει μόνον δια μίαν ώρισμένην ήμερομηνίαν η περίοδον, καθορίζει δε περιοριστικώς τας προστατευόμενας πληροφορίας τας δυναμένας νά γνωστοποιηθοϋν.

Αι κινήσεις τών έπισκεπτών εις τό έσωτερικόν τοϋ φορέως ελέγχονται αϋστηρώς με σκοπόν, κυρίως, τήν άποτροπήν συναποκομίσεως υλικοϋ η έγγραφων η τής λήψεως φωτογραφιών η καταγραφής εις μαγνητόφωνον συζητήσεων σχετικών προς τας προστατευόμενας πληροφορίας εκτός εάν διαθέτουν εκ τών προτέρων έξουσιοδότησιν υπό τής άρμοδίας άρχής όφειλομένην εις τας ανάγκας εκτελέσεως προγράμματος τινός.

Δέν δύνανται νά έγκριθοϋν έπισκέψεις πολιτών χωρών άλλων πλην τών δύο συμβαλλομένων μερών, ει μη μόνον κατόπιν προτερας συμφώνου γνώμης τής κυβερνήσεως ητις έχει παρέξει τας προστατευόμενας πληροφορίας αι όποϊαι τυγχάνουσι χειρισμοϋ η φυλάξεως έντός τοϋ φορέως.

Έπισκέψεις διαρκείας άνωτέρας τών δύο ήμερών άποκαλοϋνται εκπαιδευτικάί σειραί.

./.....

Δύνανται νά εξετάζονται μόνον δι'έκτάκτους αίτίας
δράκις συνεπάγονται τήν είσοδον είς άπηγορευμένην περιοχήν.
Ίσχύει δι'αύτάς τό σύνολον τών περί έπισκέψεων διατάξεων.

Άρθρον 10ον

Αί γενικαί διατάξεις αί περιγραφόμεναι είς τό
άρθρον 9 καί άφορώσαι είς τάς έπισκέψεις καί εκπαιδευτικάς
σειράς εφαρμόζονται έξ ολοκλήρου είς τούς άντιπροσώπους του
γραπτοϋ, προφορικοϋ καί ραδιοτηλεοπτικοϋ τύπου.

Πάσα άνακοίνωσις πρός τόν τύπον, σχετική πρός τάς
συμφωνίας συνεργασίας, όφείλει νά περιορίζεται είς τάς μή
προστατευομένας πληροφορίας. Προσέτι, τό κείμενον άνακοινώσεως
πρός τόν τύπον πρέπει νά τυγχάνη τής προτέρας έγκρίσεως τών
συμβαλλομένων μερών.

Άρθρον 11ον

Αί έπιθεωρήσεις καί οί έλεγχοι οί άναφερόμενοι
είς τήν εφαρμογήν καί τήν άποτελεσματικότητα τών μέτρων τών
λαμβάνομένων διά τήν εξασφάλισιν τής άσφαλείας τών προστατευο-
μένων πληροφοριών τών γνωστοποιουμένων είς τό έτερον συμβαλ-
λόμενον μέρος έκτελοϋνται άπό τάς άρμοδίας ύπηρεσίας του
Κράτους ένθα εύρίσκειται ό ένδιαφερόμενος φορέύς. Έκπρόσωπος
του έτέρου Μέρους δύναται νά μετέχη είς τήν έπιθεώρησιν ή τόν
έλεγχον καί, πρός τοϋτο, δέον αί έπισκέψεις νά άνακοινοϋνται
τούλάχιστον 20 ήμέρας ένωρίτερον είς τάς Κυβερνητικάς Άρχάς
τής χώρας τής χορηγησάσης τάς προστατευομένας πληροφορίας.

Αί ένδεχόμεναι παρατηρήσεις καί πληροφορίαι διατυ-
ποϋνται είς τήν άρμοδίαν άρχήν του Κράτους έντός του όποιου
εύρίσκειται ή ένδιαφερομένη έγκατάστασις. Ή τοιαύτη άρχή είναι
έπιφορτισμένη νά δώσ ή συνέχειαν είς τάς παρατηρήσεις ταύτας.

Δαπάναι προκαλούμεναι άπό τάς έπιθεωρήσεις ταύτας
βαρύνουν τήν Κυβέρνησιν ή όποία τάς διατάσσει.

./.....

Άρθρον 12ον

Τό παρόν πρωτόκολλον τίθεται έν ισχύει τήν ήμέραν τής ύπογραφής του.

Συνάπτεται διά μίαν πενταετίαν καί ανανεούται διά σιωπηράς παρατάσεως τής ισχύος του επί διετή περίοδον, έκάστου μέρους έχοντας τήν δυνατότητα νά τό καταγγείλη κατόπιν προειδοποιήσεως έξ μηνών τούλάχιστον πρό τής έκπνοής έκάστης περιόδου. Έν τοιαύτη περιπτώσει, αί προστατευόμεναι πληροφορίαί αί γνωστοποιούμεναι δυνάμει του παρόντος πρωτοκόλλου εξακολουθούν νά τυγχάνουν μεταχειρίσεως συμφώνως πρός τάς ής τούτο διατάξεις.

Είς πίστωση των άνωτέρω οί ύπογραφόμενοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι πρός τούτο, υπέγραψαν τό παρόν πρωτόκολλον.

Έν Αθήναις τή 8η Μαρτίου 1977

Συνετάγη είς τέσσαρα αντίτυπα έν των οποίων δύο είς τήν Γαλλικήν καί δύο είς τήν Έλληνικήν γλώσσαν, άμφοτέρα δέ τά κείμενα έχουν τήν αύτήν ισχύν.

Για την Γαλλικήν Κυβέρνησιν
Ο ΠΡΕΣΒΥΣ

JEAN-MARIE MERILLON

Διά τήν Έλληνικήν Κυβέρνησιν
Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Α.Σ.ΜΗΤΕΙΟΣ

